
EU - REVIEW
Activities of the Institutions
of the European Union

432

N° 613 DU 16 SEPTEMBRE 1994

Information hebdomadaire aux
Délégations de la Commission européenne
sur les travaux principaux
des Institutions de l'Union européenne

De la part du Secrétariat général - Horst-Jürgen TITTEL
Service "Information des Délégations"
BREY 6/348 - tél. 52375/52125 - téléfax 296.59.96

EN CAS DE PROBLEME DE TRANSMISSION VEUILLEZ VOUS ADRESSER AU
SERVICE FAX : Tél. 29.51206



COMMISSION EUROPEENNE

EUROPEAN COMMISSION

FROM : C.E.C. - M174 WAERZEGGERS-VAN-ROMPNEY.L
TO : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF : 4259075697 - 17-09-1994 04:19

TO: 7 MP408
7 MT406
7 MU400
SUBJECT: "Enc 1:613
TELEX613"

DISTRIBUTION

| | |
|----------|-----------------|
| H.D. | |
| D.H.D. | |
| CHA/ADM | |
| POL | |
| AGR | |
| CRM/TE | <i>H/S</i> |
| DEVT. | <i>9F</i> |
| ECO/FIN | <i>Sections</i> |
| P.P.A. | |
| S&T | |
| T.E.E. | |
| SUP. AG. | |
| C.C. | |
| | |

- 2 -

Voici un résumé des principales activités des Institutions de l'Union européenne :

I. COMMISSION

1. EMPLOYMENT IN EUROPE 1994
2. POLITIQUE DE COMPETITIVITE INDUSTRIELLE
3. PCP : INTERDICTION AUTORISEE POUR L'ALLEMAGNE
4. EEA : STATISTICAL COMPARISON OF NORDIC & EU COUNTRIES
5. EU : STATISTIQUES DE BASE 1994
6. FINLAND : FARM PACKAGE
7. PECO : GROUPE SPECIAL RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS
8. QUADRILATERAL TRADE TALKS (LOS ANGELES, 9-11 SEPTEMBER)
9. PECHE :
 - A) ACCORDS DE PECHE : COMORES - CAP VERT - GUINEE EQUATORIALE ET CÔTE D'IVOIRE
 - B) COMMISSION DES THONS DE L'OCEAN INDIEN (CTOI)
10. PHILIPPINES : VISIT OF PRESIDENT RAMOS (15 SEPTEMBER)
11. GUYANA : VISIT OF PRESIDENT JAGAN (14 SEPTEMBER)
12. UZBEKISTAN : LOAN OF 59 MECU
13. AIDES : KENYA - TCHAD - LIBERIA
14. PREVISIONS

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. CONSEIL INFORMEL DES AFFAIRES GENERALES (USEDOM, 10-11 SEPTEMBRE)
2. INFORMAL ECOFIN COUNCIL (11 SEPTEMBRE)
3. INFORMAL MEETING OF MINISTERS FOR FAMILY AFFAIRS AND FOR EQUALITY (BERLIN, 15 SEPTEMBER)
4. DECLARATIONS PESC
5. PREVISIONS

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. SESSION PLENIERE (14 ET 15 SEPTEMBRE 1994)
2. PREVISIONS
3. COMPOSITION DU PARLEMENT

IV. BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

1. REPUBLIQUE TCHEQUE : PRET

- 3 -

I. COMMISSION

1. EMPLOYMENT IN EUROPE 1994

The Commission has published its sixth annual Employment in Europe Report (COM(94)381).

Presenting the report, Mr. FLYNN said: "This report is one of the major elements in the Commission's preparatory work leading up to the Essen European Council. It sets out the analytical and factual background to the policy proposals set out in the White Paper."

Although the immediate outlook for the European economy looks more favourable than for some time, unemployment remains the major economic problem facing the Community. At the latest count, unemployment in the Community was over 11 %, significantly higher than in the US, Japan and the EFTA countries.

The employment difficulties of the Community are reflected most clearly in the employment rate (the total numbers employed relative to working-age population) which includes the effect of low labour force participation as well as high unemployment. In 1993, this rate fell to below 58 % as employment declined by 2 %, the largest fall since the immediate post-war years. As a result, the rate is now even further below levels in the US and Japan - rates of over 70 %.

On the latest forecasts, the rise in the numbers employed in 1994 and 1995 is unlikely to make any significant impact on unemployment in most parts of the Community.

The report goes on to analyse:

- Labour force growth (Women have accounted for all or nearly all of labour force growth over the past 30 years in most parts of the Community. Increasing participation of women is likely to mean continuing significant growth in future years).
- Economic growth and employment (In practice, the increase in employment over the past 20 years has largely been accommodated, as in the US and Japan, by a slowdown in productivity growth).
- Labour market flexibility
- Working time (While 58 % of men employed in industry and services in the Community had a normal working week of between 38 and 40 hours in 1992, for 23 %, it was over 40 hours and for 12 %, 48 hours or more, so exceeding the maximum which will be allowed under the Community Working Time Directive. This was also the case for 2 million women).
- Part-time working (The growth in part-time working since 1983 has been due less to a reduction in hours worked than to more jobs being classified as part-time rather than full-time).
- Social contributions and taxes (The financing of social welfare systems has become a matter of concern in the Community as regards competitiveness and the process of job creation).
- Unemployment and labour market policies (Need for policies to be adapted to the changing structure of unemployment).
- Labour market expenditure (Little more than 1 % of Community GDP in 1992 was devoted to active labour market measures aimed at getting the unemployed into work).

- 4 -

- The structure of employment
- Areas of job growth.

2. POLITIQUE DE COMPETITIVITE INDUSTRIELLE

La Commission a décidé d'envoyer au Conseil, au Parlement, au Comité économique et social ainsi qu'au Comité des Régions une communication sur la politique de compétitivité industrielle (COM(94)319). "Ce que nous proposons est une véritable politique de compétitivité industrielle pour l'Union européenne. Elle est indispensable pour soutenir la reprise de la croissance et pour la rendre plus créatrice d'emploi", a souligné Mr. BANGEMANN.

Pour orienter cette politique vers les marchés porteurs de croissance et d'emploi tels que les marchés du savoir et de la culture, de la santé et des biotechnologies, de l'environnement et des produits de haut de gamme, la Commission définit quatre priorités

- Promouvoir l'investissement immatériel

La communication recommande notamment

- = de donner une priorité à l'investissement immatériel dans le cadre des politiques générales de soutien à la formation et à l'investissement, notamment dans le domaine fiscal;
- = de mieux prendre en compte les besoins du marché, en concertation avec l'industrie, dans la politique de recherche;
- = de développer une approche globale pour la propriété intellectuelle et industrielle;
- = de faciliter la mise en place de nouvelles formes d'organisation du travail et l'utilisation des nouvelles technologies dans les PME.

- Développer la coopération industrielle

L'objectif premier de la Commission est de favoriser, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union, la mise en commun des efforts des entreprises privées et notamment des PME. Elle envisage en particulier :

- = de multiplier les enceintes de rencontre entre les industriels intéressés (p.ex. sous forme de "Tables Rondes" à l'instar du Forum maritime);
- = de soutenir la réalisation des initiatives des entreprises chaque fois qu'il s'agit de projets d'intérêt communautaire (la Commission créera une banque de données à la disposition des industriels);
- = d'identifier systématiquement les obstacles à la coopération industrielle afin de les éliminer (les contacts p. ex. avec le Japon ont déjà donné des résultats concrets);
- = d'explorer les possibilités de développer de nouveaux instruments, y compris juridiques, pour la faciliter. La communication comporte une série de propositions à cette fin, qu'il s'agisse de la coopération industrielle avec les pays de l'Europe centrale et orientale (p. ex. développement d'une garantie partielle d'investissement), de l'Asie (en suivant l'exemple du programme euro-japonais pour les composants pour l'électronique de consommation) ou de l'Amérique Latine

- 5 -

- **Assurer une concurrence équitable**

Il est particulièrement important que l'ouverture des échanges internationaux et la concurrence sur le marché intérieur progressent et se renforcent mutuellement. Le "fair trade" est le corollaire du "free trade".

- = Sur le plan international, il faut poursuivre l'effort d'ouverture des marchés dans les domaines non achevés par l'Uruguay Round (p. ex. aéronautique et sidérurgie), développer une politique de concurrence internationale pour éviter l'apparition de positions dominantes au niveau mondial, améliorer l'efficacité des instruments de politique commerciale et tirer les conséquences de la dématérialisation de l'économie (y compris en matière anti-dumping) identifier précisément les obstacles rencontrés par les entreprises européennes sur les marchés tiers et les faire lever ("Industrial Assessment Mechanism").
- = Sur le plan interne, il faut notamment renforcer la rigueur du contrôle des aides, le rendre plus horizontal et plus transparent, alléger les mécanismes de contrôle dans le cas de moindre importance.

- **Moderniser le rôle industriel des pouvoirs publics**

La Commission estime qu'il faut passer de la phase de mise en place du marché intérieur à une phase de coopération permettant d'assurer son fonctionnement effectif.

Il est primordial de moderniser les administrations et leurs modalités d'intervention. C'est le sens des changements de méthode déjà engagés en ce qui concerne la société de l'information. Il faut aller beaucoup plus loin en :

- = assurant notamment le bon fonctionnement du marché intérieur : poursuite des efforts de déréglementation en s'appuyant sur le groupe créé à cette fin (groupe "Molitor"), redéfinition des objectifs du service public;
- = et en utilisant au mieux les instruments dont nous disposons pour faciliter les ajustements industriels tout en mettant l'accent sur les PME et en tenant compte des déséquilibres régionaux.

La communication constate par ailleurs que l'industrie européenne a considérablement amélioré sa compétitivité au cours des dernières années. Ainsi la balance commerciale entre l'Union européenne et les Etats-Unis s'est redressée sensiblement au début des années 90; le déficit commercial s'est réduit de 90 % entre 1991 et 1993, passant de 21 à 2 milliards d'Ecus. Par ailleurs, l'évolution des coûts unitaires du travail a été plus favorable dans l'Union que chez ses principaux concurrents au cours de la dernière décennie : de 1980 à 1993, les coûts salariaux unitaires réels ont diminué nettement plus dans l'Union (- 9,7 %) qu'aux Etats-Unis (- 1,2 %) et au Japon (- 8,3 %).

Mais les entreprises de l'Union sont confrontées à de nouveaux défis et demeurent handicapées dans certains domaines.

- Les nouveaux défis s'expriment par une concurrence internationale de plus en plus vive, par l'accélération de la diffusion des nouvelles technologies, par le rôle de plus en plus important des facteurs de compétitivité "qualitatifs", par la persistance d'un chômage élevé.
- Les handicaps sont : la présence insuffisante de l'industrie européenne sur les marchés en forte croissance; la progression moins rapide la productivité de la production manufacturière dans l'Union qu'aux Etats-Unis et au Japon; l'effort de recherche encore globalement trop faible.

- 6 -

Enfin, la Commission se propose d'examiner l'opportunité de simplifier et de rendre plus cohérentes les multiples structures qui interviennent dans le domaine de la politique industrielle et de créer des Conseils de la compétitivité à l'image de ce qui existe aux Etats-Unis

3. PCP : INTERDICTION AUTORISEE POUR L'ALLEMAGNE

L'Allemagne peut continuer à interdire complètement l'utilisation du pentachlorophénol (PCP). La Commission estime en effet que le PCP pose un problème de santé spécial pour l'Allemagne, qui justifie une dérogation à la législation communautaire.

Le pentachlorophénol est un pesticide employé par l'industrie du bois et de textile, dangereux pour la santé en l'environnement. Par directive du 21 mars 1991, le Conseil avait prohibé la mise sur le marché et l'utilisation du PCP dans toute l'Union européenne; il avait toutefois prévu quatre exceptions permettant l'utilisation du PCP pour le traitement des bois, pour l'imprégnation de fibres et textiles, comme agent de synthèse dans les procédés industriels, et pour le traitement des bâtiments historiques. Par contre, la législation allemande ne prévoyait aucune exception à l'interdiction du PCP.

Par décision du 2 décembre 1992, la Commission avait une première fois donné une suite favorable à cette demande. Toutefois, cette décision fut annulée par arrêt de la Cour de Justice du 17 mai 1994; l'arrêt ne se prononça pas sur le fond, mais estima que le texte de la décision ne précisait pas suffisamment les motivations justifiant une dérogation.

La Commission a donc adopté une deuxième décision qui confirme de nouveau la législation allemande, mais qui, sur la base du rapport scientifique d'un expert suédois, explique dans les détails la situation particulière de l'Allemagne, notamment les détails suivants :

- Pour des raisons historiques, la population allemande continue à être exposée à des doses de PCP anormalement élevées.
- Le problème des dioxines est particulièrement grave en Allemagne.
- Le niveau élevé des dioxines en Allemagne semble dû à une série de facteurs spécifiques.
- De plus, des conditions climatiques locaux favorisent le transfert de dioxines dans l'atmosphère, la terre et l'eau. Les habitudes alimentaires de la population allemande peuvent contribuer à la présence élevée de dioxines en Allemagne.

Par ailleurs, la directive européenne prévoit que les quatre exceptions à l'interdiction du PCP sont à réexaminer avant le 1er juillet 1995. La Commission a donc demandé qu'un rapport soit préparé sur la mise en oeuvre de la directive et sur les possibilités de substitution de PCP. Sur la base du rapport qui est attendu pour la fin de l'année, la Commission évaluera l'opportunité de proposer une interdiction totale du PCP pour l'ensemble de l'Union européenne.

L'autorisation de cette interdiction constitue par ailleurs un signal clair pour les pays candidats à l'adhésion que les hauts niveaux de protection de l'environnement seront respectés par l'Union.

- 7 -

4. EEA : STATISTICAL COMPARISON OF NORDIC & EU COUNTRIES

EUROSTAT has just published a booklet "Facts through figures - a statistical portrait of the EEA", comparing Sweden, Norway and Finland with EU Member States. The data, the latest available, also cover Iceland and Austria.

Together Sweden, Norway and Finland account for some 30 % of total EEA area of 3,666,000 square kilometres but less than 5 % of its population. Together with Iceland, they are in many ways distinctly different to their southern European neighbours.

Nordic countries are the least crowded by far in the EEA, Sweden averages 19 people per square kilometre, Finland 15, Norway 13 and Iceland only 3. EEA average is 102 compared to the EU's 147. Least crowded in the EU is Ireland (51). Most crowded EEA country is the Netherlands (370). Belgium (330), the United Kingdom (237) and Germany (226) are not far behind.

Of EEA total population of around 373,047,000, 51.2 % are women and 48.8 % are men. Iceland is the only country where men (50.2 %) outnumber women (49.8 %).

Of the EEA population 17.9 % are aged under 15, Iceland (24.8 %), Finland (19.2 %) Norway (19.1 %) and Sweden (18.3 %) are all above average. Ireland has the highest percentage (26.1 %), Italy (15.7 %) the lowest.

Iceland has the lowest EEA percentage aged over 65 (10.8 %). Next is Ireland (11.4 %). Highest is Sweden (17.7 %) and Norway (16.4 %). Highest EU country is the United Kingdom (15.7 %).

By the year 2020 it is estimated that the population of the EEA will have grown by around 6 %. Finland is the only country where it is projected to fall - from just over to just under 5 million, the result of declining fertility. In Norway and Sweden projected growth is a third higher than the EEA average.

Annual birthrate (EEA average : 11.5 per thousand) is highest by far in Iceland (17.7). Sweden (14.2) and Norway (14.1) are higher than any EU country except Ireland (14.5). The rate is lowest in Italy (9.9).

EEA-wide 21.4 % of all live births are outside marriage. The EU average is 19.9 %. The Nordic countries make the difference. Highest percentages are in Iceland (57.3 %), Sweden (49.5 %), Denmark (46.4 %) and Norway (38 %).

Life expectancy at birth EEA-wide is now almost 80 years for girls and 73.3 for boys. For girls it is highest in France (81.5), but Sweden (80.8), Iceland (80.7) and Norway (80.3) are comfortably above average. For boys Iceland records the highest - 76.7 - with Sweden (75.4) next. Greece is the highest EU country (74.6).

Further statistics cover

- Economic comparisons (inflation, trading partners, GDP per head, unemployment and nuclear energy);
- Health;
- Safe driving;
- Oldest housing;
- Rubbish and waste.

(Copies of the booklet can be obtained from Mrs TASCH (Tel. : (352) 4301 34536) or Fax : (352) 4301 36404).

- 8 -

5. EU : STATISTIQUES DE BASE 1994

Par ailleurs, Eurostat vient de publier cette semaine la 31e édition des Statistiques de Base de la Communauté qui comprend également une comparaison avec les principaux partenaires de l'Union européenne (Information : Tél. : (352) 4301 34567 - Fax (352)4301 36404).

6. FINLAND : FARM PACKAGE

Following a meeting with Finnish Ministers HAAVISTO and PESÄLA in Brussels on 9 September, Mr. STEICHEN announced that overall agreement had been reached on the most important issues for Finnish farmers in the context of access to the EU, even though more work is still required at a technical level.

This agreement, said Mr. STEICHEN, constitutes a very attractive package for Finnish farmers while at the same time respecting the spirit of the treaty agreed by the EU and the Finnish Government earlier this year. For the Commission, it was important to take account of the specific Finnish situation without endangering the general principles of the CAP.

In working towards this double objective, the Commission has adopted as positive and flexible an approach as it possibly could.

The result of the latest round of talks, he said, will allow Finnish agriculture to adapt to the Community's agricultural policy without threatening the social or economic fabric or rural society.

Concluding, Mr. STEICHEN reemphasised the benefits of this package of measures for Finnish farmers. "There is a future for Finnish agriculture in the EU. Finnish membership will in fact help Finnish agriculture to cope more efficiently with the effects of the international shaping factors such as the Uruguay Round".

7. PECO : GROUPE SPECIAL RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS

Le Conseil européen de Copenhague (21-22 juin 1993) a souligné l'importance du rapprochement des législations des pays associés de l'Europe centrale et orientale de celles applicables dans la Communauté. Il a appelé la Commission et les administrations compétentes des Etats membres à se mobiliser pour aider à atteindre ce but. Il a conclu qu'un groupe spécial composé de représentants de la Commission et des Etats membres sera créé pour coordonner et diriger ces travaux.

La Commission a élaboré une communication au Conseil qui propose de créer ce groupe spécial (ou "task-force") - dont les tâches consisteraient notamment à donner des orientations générales et à assurer une cohérence entre les activités entreprises au niveau communautaire et celles des Etats membres - selon les conclusions du Conseil européen. Cependant, dans le préambule de ce document la Commission recommande de traiter la question du rapprochement des législations plutôt au sein des différents sous-comités pour le rapprochement des législations qui travaillent déjà sous le contrôle des organes des Accords européens avec la participation de chaque pays associé que par le biais de la création d'un groupe spécial.

8. QUADRITERAL TRADE TALKS (LOS ANGELES, 9-11 SEPTEMBER)

Ministers from the United States, Canada, Japan and Sir Leon BRITTAN for the European Union held their 25th informal "Quadrilateral" meeting in Los Angeles. This was the first meeting of Ministers since the Uruguay Round was completed in Marrakech.

- 9 -

All parties agreed that ratification of the Uruguay Round remained top priority. The Quad had enabled all parties to reinforce each others' resolve after comparing notes on the progress of ratification to date. This enabled all four to send a solid statement calling on all GATT signatories to press ahead with their own ratification procedures.

This priority was clearly followed, in delegates' eyes, by the need to finish the "unfinished business" of the Uruguay Round, mostly services. These issues are due to be negotiated within specific timetables mostly up until July 1996 (1995 for Financial Services). Sir Leon BRITTAN added that the Quad had brought about a "rapprochement" of approach, helping to persuade mainly South-East Asian countries to present "realistic" offers on financial services liberalization.

On financial services, Sir Leon spoke of the need to get a "critical mass" of countries by persuading them individually to open their markets. "There are a number of countries in South/East Asia and elsewhere that are developed enough to open their markets to the rest of the world", he said. He also confirmed that an EU/Japan Ministerial meeting had now been fixed for November 19, in Tokyo.

On setting up the WTO, Sir Leon spoke of real progress on some of the less exciting "nuts-and-bolts" issues such as the thorny question of unwinding the GATT 1947 Agreement and organizing the transition to the WTO without allowing legal loopholes between the two.

On Chinese accession, all ideas expressed the "shared objective of getting China in on sensible terms", or as Mickey KANTOR, USTR, put it : "Getting the correct balance between China rights and obligations" within the WTO. Whilst they have not resolved their slight tactical differences over Chinese accession, the US and EU did narrow the gap further, so that intensive negotiations can be conducted through September. There was a general consensus that the ability to make headway will depend very largely on the quality of China's recent and forthcoming offers on goods and services.

On the relation between the Quad talks and the US/Japan framework talks taking place just before the Quad, Sir Leon said all bilateral negotiations should be seen in the context of the larger task of advancing trade multilaterally through the WTO. Specifically on the US/Japan talks, he said the EU was watching them closely and had registered its concern, reckoning that the likelihood of Washington and Tokyo agreeing anything unacceptable to the EU will have been reduced as a result of the EU expressing its concern.

Regarding the follow-up to the US Open Markets 2000 initiative at the Naples G7 summit, Mr. KANTOR said all sides shared the desire to continue the process of liberalization, but that specific labels were unnecessary.

9. PECHE :

A) ACCORDS DE PECHE : COMORES - CAP VERT - GUINEE EQUATORIALE ET CÔTE D'IVOIRE

B) COMMISSION DES THONS DE L'OCEAN INDIEN (CTOI)

A) Accords de pêche : Comores - Cap Vert - Guinée Equatoriale et Côte d'Ivoire

La Communauté a renouvelé pour trois ans les protocoles annexés aux accords de pêche conclus avec les Comores, Le Cap Vert, la Guinée Equatoriale et la Côte d'Ivoire. Ces textes définissent les conditions techniques et financières dans lesquelles les bateaux battant pavillon communautaire pourront exercer jusqu'en 1997 leurs

- 10 -

activités de pêche dans les eaux de ces pays tiers.

B) Commission des Thons de l'Océan indien (CTOI)

Le Conseil de la FAO a adopté en novembre 1993 le statut de la CTOI, nouvelle organisation internationale qui sera chargée de superviser les activités de pêche thonière dans l'Océan indien. La Communauté a approuvé ce texte en tant que membre de la FAO.

Le Conseil est maintenant invité par la Commission à entériner ce texte afin qu'il soit introduit officiellement dans le droit communautaire.

10. PHILIPPINES : VISIT OF PRESIDENT RAMOS (15 SEPTEMBER)

President DELORS and Vice President MARIN met on September 15, 1994 in Brussels with Philippine President Fidel RAMOS amid a climate of mutual confidence.

President DELORS and Vice President MARIN noted with satisfaction progress made in the peace process and the political and social stability brought along by democracy in the Philippines. They emphasised the importance that the European Union attaches to democracy and the protection of human rights and recalled that this had been at the basis of increased aid granted by the EU and its Member States bilaterally (one billion ECU over the period 1989-1992, of which 121.5 million ECU granted directly through the EU budget) to the Philippines after the advent of democracy. President DELORS and Vice President MARIN further renewed the European commitment to support all democratisation endeavours, including the negotiated settlement of internal disputes.

The Commission also welcomed the new economic prospects in the Philippines which should encourage European firms to take a share in the opportunities offered by the numerous infrastructure investment projects. Both parties agreed that further efforts would be undertaken to support an increase in trade and investment flows to the benefit of both the EU and the Philippines. In that connection, Vice President MARIN and Philippines Foreign Secretary Roberto ROMULO signed Financing Memoranda on a number of projects, including the establishment of a bilateral Packaging Centre in the Philippines (2 million ECU) and a university co-operation programme in the field of European studies (1 million ECU). On this occasion a third project for the rural development of the Philippine Province of Aurora (13 million ECU) will be signed.

In addition, Vice President MARIN opened a high-level EC-Philippines Business Conference supported by the European Commission. This Conference gathered a wide range of businessmen and investors from the 12 European Member States, who learnt about economic opportunities in the Philippines through the main players of the Philippine economy. President RAMOS delivered a speech at this conference on 15 September.

11. GUYANA : VISIT OF PRESIDENT JAGAN (14 SEPTEMBER)

President Cheddi JAGAN of the Cooperative Republic of Guyana, accompanied by Minister in the Ministry of Finance, Bharrat JADGEO and High Commissioner in London, Lal K.N. SINGH, held discussions with officials of the EU on September 14, on relations with Guyana.

- 11 -

In his meeting with Vice-President MARIN and President DELORS on September 14, President JAGAN stressed the two main difficulties faced by Guyana : the considerable debt, inherited by the Government, and the tremendous reconstruction effort necessitated by a state of complete delapidation of the economic and social infrastructure of the country.

Since the last democratic elections of October 1992, Guyana shows it has played the "full democratic game" supplemented by consideration for Human Rights, Good Governance and Rule of Law principles.

The Guyana case is quite encouraging in terms of implementation of Lomé programmes; the complete absorption of Lomé IV "dotations" during the last 2 years shows the capacity of this country to implement grant aid.

An exceptional additional financial "dotation" of some 6 MECU will be added to the current Lomé IV National Indicative Programme in order to further assist ongoing EC assistance for infrastructural and productive sectors.

President JAGAN equally addressed the Development Committee of the European Parliament on 14 September.

12. UZBEKISTAN : LOAN OF 59 MECU

V.-P. CHRISTOPHERSEN has signed an agreement with the Government of Uzbekistan for an EC-loan of 59 MECU.

The loan is part of an exceptional credit line established by the Council in December 1991 for the republics of the former USSR. The credit line allows the Commission to lend up to 1250 MECU to the Newly Independent States for the import of food and medical supplies.

The purpose of the credit line is to assist in supplies of essential food and medical products. Since Uzbekistan has practically no production of medicines and medical equipment, the loan will be used mainly for the import of medical supplies and to a smaller extent for baby food.

Uzbekistan, which is developing its relations to the European Union, is one of the last republics to sign for its share of the 1250 MECU loan. At the signature, Mr CHRISTOPHERSEN underlined the Community's commitment to assist Uzbekistan in its development towards democracy and market economy.

13. AIDES : KENYA - TCHAD - LIBERIA

La Commission a adopté les aides humanitaires suivantes :

- **KENYA** : une aide humanitaire de **400.000 ECU** a été octroyée par la Commission en faveur de quelque 250.000 personnes déplacées de l'Ouest du Kenya.
- **TCHAD** : une aide humanitaire d'urgence de **160.000 ECU** en vue d'éradiquer une épidémie de choléra dans la capitale N'Djamena.
- **LIBERIA** : une aide humanitaire de **500.000 ECU** en faveur des populations de Monrovia et des comtés de Margibi, Grand Bassa, Lofa et Bong, affectées par la guerre civile.

- 12 -

14. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'OJ de la prochaine réunion hebdomadaire de la Commission qui aura lieu à Bruxelles, le mercredi 21 septembre 1994 :

- Marché intérieur : "Pluralisme et concentration des médias";
 - Signature et application provisoire du Traité sur la charte européenne;
 - Concurrence : catégories d'exemption en matière de distribution automobile;
 - industrie : renforcement de la compétitivité du secteur "construction de machines";
 - Accords de coopération CE/Etats-Unis d'Amérique/Canada en matière de formation et d'enseignement supérieur;
 - Afrique du Sud : accord;
 - Cycle d'Uruguay : ratification des résultats.
- Les rencontres suivantes sont prévues :
- MM. MARIN et van den BROEK reçoivent le Ministre jordanien des Affaires étrangères, M. Tahar HASSAN (19 septembre);
 - MM. MARIN et van den BROEK reçoivent M. Umberto DE LACALLE, Vice-Président de Colombie (19-20 septembre);
 - M. MARIN reçoit M. Marcel Elois RAHANDI CHAMBRIER, Co-Président de l'Assemblée paritaire ACP/UE (19 septembre);
 - M. van den BROEK reçoit le Premier Ministre de Bosnie-Herzégovine, M. Harif SILAJDZIC (19 septembre);
 - M. MARIN reçoit Mme Eugenia CHARLES, Premier Ministre de la Dominica (20 septembre);
 - Mme SCRIVENER reçoit M. Ulrich GYGI, Secrétaire d'Etat et Directeur de l'Administration fédérale des finances de la Confédération helvétique (20 septembre);
 - M. VAN MIERT reçoit le Secrétaire d'Etat autrichien aux Affaires étrangères, M. Peter KOSTELKA (22 septembre);
 - M. CHRISTOPHERSEN reçoit la Commission parlementaire norvégienne des Transports et Télécommunications (22 septembre).
- Par ailleurs, les déplacements suivants sont prévus :
- Il y aura une visite officielle de M. FLYNN en Norvège où il rencontrera les Ministres des Affaires sociales, Mme Hill-Marta SOLBERG, du Travail, M. Gunnar BERGE, de la Santé, M. Werner CHRISTIE (19 septembre);
 - M. VAN MIERT ira à Vienne où il rencontrera le Chancelier autrichien, M. Franz VRANITZKY et fera un discours au "Kreisky Museum" sur "Perspektiven der Europäischen Union" (19-20 septembre);
 - M. MILLAN ira à la Conférence sur la Coopération régionale Est-Ouest (Berlin, 20 septembre).

- 13 -

II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

1. CONSEIL INFORMEL DES AFFAIRES GENERALES (USEDOM, 10-11 SEPTEMBER)

Le Conseil informel s'est tenu en présence des Ministres des Affaires étrangères des quatre pays adhérents. Dans une conférence de presse finale, tenue en compagnie de MM. DELORS et van den BROEK, le Ministre KINKEL a fait le point sur les différents sujets abordés.

Sur la Bosnie-Herzégovine et l'ex-Yougoslavie, les ministres ont réaffirmé leur appui au processus de paix mené par le groupe de contact et fondé sur l'unité de vue de l'Union européenne.

Ils ont prôné "l'isolement total" des Serbes en Bosnie. "Nous n'acceptons pas, a dit M. KINKEL, que moins d'un million de Serbes de Bosnie et leurs dirigeants, bloquent le processus de paix. Il faut donc s'assurer que la frontière avec la Serbie "est et restera fermée". Ce sera le rôle d'observateurs de la Conférence de paix.

Ils ont réitéré leur condamnation des nettoyages ethniques et rappelé que les tribunaux qui sont en train de se mettre en place devront juger les coupables.

Ils ont affirmé leur préoccupation devant l'attaque de Bihac et la reprise des combats à Sarajevo. Mais ils estiment que "la levée de l'embargo de la livraison d'armes aboutirait à des risques inestimables" et ne pourrait être que la dernière solution après que toutes les autres auront échoué. "Une telle décision, ont réaffirmé les Etats membres qui ont des troupes sur place, entraînerait le départ de ces troupes".

Ils ont enfin condamné l'attentat de Mostar contre l'administrateur européen de la ville, M. Hans KOSCHNIK et rappelé à M. TUDJMAN quelle est sa responsabilité et l'engagement qu'il a pris de retirer toutes les bandes armées.

M. KINKEL a précisé que l'Union européenne était prête à soutenir une levée partielle des sanctions imposées par l'ONU contre Belgrade (qui pourrait porter sur les liaisons aériennes et les manifestations culturelles et sportives) pour autant qu'il soit clair que plus aucune arme ne passe la frontière et que M. MILOSEVIC reconnaisse la Bosnie Herzégovine et la Croatie dans les frontières internationalement reconnues.

Sur le FYROM, M. KINKEL a exprimé les préoccupations de l'UE quant à une situation économique et sociale très difficile. Mais il n'a pas été possible d'arriver à se rapprocher d'une solution entre la FYROM et la Grèce. M. KINKEL a expliqué son espoir d'aboutir à une solution après les élections du 16 octobre en FYROM. "Nous sommes tous intéressés par la stabilisation économique et sociale en Albanie mais aussi par le respect des droits de l'homme dans ce pays", a encore ajouté M. KINKEL avant de dire son espoir de voir débloquée l'aide macroéconomique à ce pays (une tranche de 15 MECUS étant actuellement bloquée).

Sur les PECO, M. KINKEL a résumé la volonté des Douze de développer les relations avec ces pays dans tous les domaines de coopération. Concrètement, le Conseil tiendra tous les six mois une réunion conjointe avec les six pays d'Europe centrale et orientale ayant vocation à adhérer. La première des réunions de ce type se tiendra le 31 octobre à Luxembourg.

Sur la CSCE, à la veille de la Conférence de révision et de la Conférence de Budapest, l'Union européenne sera unie, les ministres s'étant entendus sur les lignes directrices de leur position commune. Il s'agit de faire de la CSCE "une organisation régionale efficace pour décharger l'ONU sur la question de stabilité et de sécurité en

- 14 -

Europe" "La Russie, a ajouté M. KINKEL, a fait des propositions qui vont très loin. Nous nous en félicitons. Mais la hiérarchie des organisations telle que l'a proposée la Russie (qui subordonne toutes les organisations à la CSCE) ne peut être acceptée par nous".

Sur les pays méditerranéens, M. DELORS a fait rapport sur la politique méditerranéenne et sur l'état de la situation dans ces pays. Sous présidence allemande sera préparée une conférence sur la méditerranée qui se tiendra vraisemblablement sous présidence française. L'Union condamne les violences en Algérie et demande un dialogue national pour rechercher une solution aux difficultés politiques et économiques. Elle est prête à encourager le dialogue politique par une aide économique.

Sur Israël, M. KINKEL a fait état de ses discussions du mois d'août avec M. PERES. "L'accord de coopération, a dit M. KINKEL, devra aboutir le plus vite possible".

Sur l'Irlande du Nord, les ministres britannique et irlandais ont fait rapport sur la situation.

Le trafic de plutonium, a déclaré M. KINKEL est un risque pour la sécurité internationale". Nous sommes déterminés, en coopération avec les Etats de l'ex-Union soviétique, de mettre fin à ce trafic. Cela passe par une aide à la CEI pour améliorer les contrôles de sécurité par un contrôle international renforcé et par le renforcement des moyens internes de contrôle de l'Union.

Une mission de la Troïka s'est rendue au Rwanda. Elle propose que l'aide humanitaire se poursuive, que soit élaborés un programme de réhabilitation du Rwanda et un programme régional pour aider les pays voisins. "Il faut aussi encourager le retour des réfugiés pour autant que les conditions soient remplies" a encore dit M. KINKEL.

En réponse à une question, le ministre allemand a reconnu que le Conseil avait parlé du document Schäuble. "Tout groupe politique peut rédiger un tel document. Mais pour la coalition gouvernementale, la position est toute autre comme cela s'est fait jour au Bundestag. Aujourd'hui nous parlons à Douze, demain, nous parlerons à Seize et plus tard avec les PECO".

2. INFORMAL ECOFIN COUNCIL (11 SEPTEMBER)

At the conclusion of the Informal Meeting of the Ecofin Council, the President of the Council, Finance Minister WAIGEL and Vice-President CHRISTOPHERSEN gave a joint Press Conference. The following were the main topics discussed :

- The economic situation

Both Mr CHRISTOPHERSEN and Mr WAIGEL, supported by Bundesbank President TIETMAYER, underlined that stability oriented policies and budget consolidation must be in the center of economic policy. The Commission expects economic growth of 2 % or a little more this year. For 1995, the Commission's spring forecast predicts a growth rate of 2 1/2 %. At this stage the Commission will not adjust this forecast, given that the effects of the growth in the long term investment rates and the lower dollar rate are uncertain. He added that the unemployment rate will be below 11 % (10,9 %) instead of more than 11 %, as earlier predicted.

- 15 -

He added, that high public deficits must be cut, to convince the financial markets that the errors of the past will not be repeated.

- **Preparation of third stage of EMU**

The successful consolidation policy in Ireland and the substantial reduction of the debt to GDP ratio has led the Commission not to present reports on excessive deficits for Ireland as well as for Luxembourg.

Ministers are in agreement that vigilant budget discipline is necessary to secure the success of EMU.

Mr CHRISTOPHERSEN agreed, that the case of Germany is a difficult one. Germany right now meets the criteria but did not when the Commission made its proposals.

As to future recommendations, he said that in the Commission's opinion they should be made public but that they should not be too detailed. Typically, they could build on convergence programmes.

- **Security of nuclear plants in Ukraine**

Following the European Council decision in Corfu on an action plan including Euratom loans of 400 MECU and 100 MECU grants from TACIS, and the G7 Summit decision to come up with 200 million dollars in bilateral assistance, the Ministers agreed to speed up the procedures in the Member States and the candidate countries.

- **Plutonium smuggling**

The Ministers are ready to strengthen the cooperation between national authorities to intensify external border control. The Council working parties will be asked to make a report on third pillar cooperation in this field.

- **PECOs**

Finance Ministers from PECO countries, including the three Baltic States, will be invited to a joint meeting with Ecofin on 7 November.

3. **INFORMAL MEETING OF MINISTERS FOR FAMILY AFFAIRS AND FOR EQUALITY (BERLIN, 15 SEPTEMBER)**

This meeting, convened by the Germany Presidency, was attended by Ministers and representatives of the 12 Member States and of the four applicant countries.

The morning session considered the different approaches to family affairs in the individual States and reviewed progress achieved during the UN's International Year of the Family.

The Commission outlined its progress in responding to the demands of the Ministers when they last met e.g. the European Observatory on National Family Policies, meetings of senior national officials responsible for family affairs. It also referred to the implication of free movement of workers and of equality of opportunity between women and men for family life and family policy. The Commission also referred to the White Paper on Social Policy published in July last and to its study of demographic trends, called for by the Corfu Summit, and provided a discussion paper on the family-related aspects of the demographic study.

- 16 -

The conclusions to be drawn from the meeting were summarised by the Presidency as follows :

- Family structures are undergoing major changes which will require adaptation of family policies;
- Education, special care and cultured development of children require a family framework;
- Older persons and disabled persons need special support;
- Reconciliation of work and family responsibilities represents a primordial challenge;
- The Commission should continue and expand on its work, and meetings of senior officials/or Ministers should be convened on a regular basis.

The afternoon session considered the issue of equal participation of women in the context of economic growth in the European Union; the meeting also discussed preparations for the fourth UN World Conference on Women to be held in Beijing in 1995. Working papers on these two topics were provided by the Presidency and the Commission, respectively.

4. DECLARATIONS PESC

Les délégations auront déjà reçu le texte de la déclaration sur :

- la situation dans le HAUT-KARABAKH (15 septembre)

5. PREVISIONS

Les points suivants figurent au projet de l'ordre du jour des réunions du Conseil au cours de la semaine prochaine :

Conseil "ECOFIN" (19 septembre)

- Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi;
- Procédure déficit public excessif;
- Programmes de convergence (en cadre restreint);
- Préparation des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale (Madrid, 2-6 octobre 1994);
- Nouvelle décision ressources propres.

Les Ministres des Finances des pays AELE (la Suisse, l'Islande et Liechtenstein) participeront au déjeuner des Membres du Conseil.

Conseil "AGRICULTURE" (19-20 septembre)

- Normes de commercialisation pour certaines matières grasses;
- Réforme de l'organisation commune du marché vitivinicole;
- Structures agricoles : adaptation des structures de production, de transformation et de commercialisation dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune;
- Evolution et avenir de la politique communautaire dans le secteur des fruits et légumes;
- Protection des animaux en cours de transport.

Conseil "TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES" (22 septembre)

- Livre blanc "Croissance, compétitivité et emploi" : débat politique;
- Livre blanc "Politique sociale européenne" : présentation par la Commission;
- Comités d'entreprise européens;

- 17 -

- Détachement de travailleurs;
- Relations de travail à temps partiel et relations de travail à durée déterminée;
- Congé parental,
- Charge de la preuve.

III. PARLEMENT EUROPEEN

1. SESSION PLENIERE (14 ET 15 SEPTEMBRE)

The key points of this first substantive session of Parliament were the presentation of Council's draft budget for 1995, a debate on the situation in Rwanda, a topical round with President DELORS on White Paper follow up and the second reading of the proposal on European Works Councils that was approved, but with significant amendments.

President HÄNSCH opened the session with a short, dignified statement welcoming the peace process in Northern Ireland, followed by a minute's silence in commemoration of the violence there.

Budget

M. WAIGEL, President in office presented the Council's draft 1995 Budget. He recognised that the key problems related to the raising of the own resources ceiling in line with the Edinburgh decision and enlargement. He said that the recession was ending but the budget situation remained tight. He hoped for constructive cooperation with Parliament to achieve a satisfactory outcome in December. M. SCHMIDHUBER welcomed the areas of convergence between the Council's draft and the Commission's preliminary draft which concerned 80 % of the Budget. However in key areas such as Mediterranean policy and internal policies especially in relation to follow up to the White Paper, the draft was inadequate and required improvement.

In the short debate that followed M. SAMLAND, chair of the Budget's Committee and the General Rapporteur, M. WYNN, said Parliament would seek an appropriate sanction against those who were blocking the raising of the ceiling (Italy) to ensure the availability of the 662 MECU that the higher ceiling would provide.

Implementation of the White Paper

President DELORS took part in a new style topical and urgent debate period. The conference of Presidents had decided to organise this item on the basis of a very short opening statement by President DELORS followed by impromptu short questions to be answered immediately by the President.

President DELORS gave what several speakers called a realistic assessment of the economic situation and implementation of the White Paper. He noted the significant economic improvement and increased growth, but emphasised that even this increased growth could not expect to seriously reduce unemployment. Hence a whole range of measures such as those set out in the White Paper were essential, even though the governments seemed indifferent to those more innovative approaches. Those measures involved labour market policies, cooperation between public and private initiative, reductions in working time, measures to reduce labour costs, urban and rural policies.

- 18 -

In lively exchanges, the President replied to questions and supplementary questions from members, involving several Committee chairmen such as M. VON WOGAU and Mrs. VILLALOBOS.

President DELORS sent a strong message that renewed growth alone was not enough, the White Paper measures were definitely still necessary.

This new form of "topical question period" was greatly appreciated by the House.

Rwanda

Parliament held a debate on the basis of an oral question from the Development Committee on the situation in Rwanda. It was a dignified and responsible debate though at times showing an emotional response to these terrible events. It was opened by Lord PLUMB, head of the Parliament's recent mission to Rwanda and Mr. KOUCHNER, chairman of the Development Committee. They set the tone of the debate, which apart from the far right was consensual showing broad support for the analysis and measures proposed by the parliamentary mission. The same approach was followed by Mrs. SEILER-ALBRING for the Council and Vice-President MARIN. There was widespread approval for M. MARIN's emphasis on the need to develop prevention as well as reaction after events.

The measures that found broad support in the debate and are set in the final resolution accepted almost unanimously are :

- recreate confidence and promote reconciliation;
- recognise the new government as a confidence building measure to facilitate the return of refugees,
- bring international human rights observers;
- establish a War Crimes Tribunal;
- improve and better coordinate technical assistance so as to create necessary infrastructure.

The only critical notes came, apart from the right, from those who regretted that the resolution failed to analyse the causes of the conflict and did not indicate European support for the French intervention.

NDLR : Comme d'habitude les textes des résolutions les plus importantes seront transmis aux Délégations par INFO-NOTE.

2. PREVISIONS

La semaine avant la session de septembre sera consacrée aux travaux préparatoires des groupes politiques.

Il y aura également une réunion extraordinaire de la commission des affaires étrangères qui s'entretiendra le 20 septembre avec M. SILAJDZIC, Premier Ministre de la République de Bosnie-Herzégovine.

3. COMPOSITION DU PARLEMENT

Les délégations recevront dans les prochains jours comme INFO-NOTE N° 26/94 la première "liste grise" (encore provisoire) du nouveau Parlement qui inclut les listes complètes des députés, des groupes politiques et des différentes commissions parlementaires.

- 19 -

IV. BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

1. REPUBLIQUE TCHEQUE : PRET

La BEI va prêter 30 MECU pour la modernisation et l'extension du réseau de télécommunications de la République tchèque. Le prêt, octroyé à la société d'état SPT TELECOM, porte à 95 MECU le montant total des financements de la BEI en faveur des télécommunications dans la République tchèque.

D.F. WILLIAMSON, SECRETAIRE GENERAL